

général. Il était clair que les difficultés économiques pouvaient miner la transition vers la démocratie en Europe centrale et orientale ;

3- Le problème de la prolifération des armements. L'imposant arsenal soviétique se retrouvait éparpillé dans l'espace euro-asiatique, favorisant le développement d'un marché noir lucratif de composantes nucléaires et d'armes conventionnelles ;

4- Les problèmes de sécurité non-militaires. Ceux-ci ayant des répercussions internationales tels les méfaits environnementaux, les flux migratoires massifs, le crime organisé ou encore le terrorisme ;

5- Enfin, la révision de l'équilibre de la puissance en Eurasie. Amputée de sa puissance géopolitique, la Russie ne peut plus regagner la même influence qu'elle avait lors de la période soviétique. Par ailleurs, le débat sur l'élargissement de l'OTAN amène la Russie à se sentir marginalisée par rapport aux questions de la sécurité européenne. Dès lors, la tentation pour la Russie de lier des alliances avec des pays tels la Chine et l'Iran devenait préoccupante car ces alliances pouvait mener à la création de nouveaux blocs antagonistes.

Les choix possibles pour les Occidentaux.

Pour répondre à ces inquiétudes, plusieurs options institutionnelles s'offraient (en théorie) à l'Occident.¹⁹

1- La revitalisation de l'ONU. Lors de la guerre froide, la lutte pour les zones d'influence empêchait toute coopération puisque chaque camp défendait d'abord sa position idéologique à travers ses prises de décisions et ses actions. Plusieurs observateurs ont cru voir pendant la guerre du Golfe la renaissance de cette organisation. L'ONU s'y étant distinguée par sa capacité à cordonner la coopération. Cependant la complexité des conflits d'après-guerre froide, comme ceux de la Yougoslavie et du Rwanda, démontrèrent les limites de l'institution en ce qui a trait aux questions relatives à la sécurité collective. Par ailleurs, la vocation mondiale de l'ONU l'empêchait d'être l'instrument central pouvant garantir la sécurité en Occident.

¹⁹ Le statu quo est écarté, car l'évolution de la situation appelle, en corollaire, une évolution des institutions concernées.